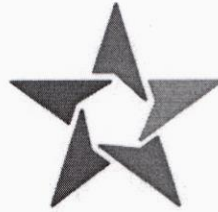


ROYAUME DU MAROC
SOCIETE NATIONALE DE
RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION



الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵣⵣⴰⵢⵜ
Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N°16 AOM/SNRT/2024

POUR

Achat de papier fort destiné à la SNRT.

DOSSIER APPEL D'OFFRES

ROYAUME DU MAROC
SOCIÉTÉ NATIONALE DE
RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION



الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵔⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ
Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°16AOM/SNRT/2024
POUR

Achat de papier fort destiné à la SNRT.

REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

Achat de papier fort destiné à la SNRT.

Il a été établi en vertu des dispositions de **règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT approuvé par le conseil d'administration le 05/04/2019** fixant les conditions et les formes de passation des marchés de la société ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Le règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT approuvé par le conseil d'administration le 05/04/2019 est disponible pour téléchargement sur le portail de la SNRT www.snrt.ma.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services précité : toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement précité.

Article 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est **la SNRT représentée par La Direction du Patrimoine et Moyens Généraux.**

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement précité ;

1-Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2-Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

**ARTICLE 4 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES
DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement précité,

I- Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et éventuellement un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement précité.
- b- l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- a- pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement précité ;

2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité :

a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;
- e- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B. Le dossier technique:

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

II- Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif le cas échéant et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du règlement précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché;

2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a)- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement précité. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b)- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIÈRE

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité, L'offre financière comprend :

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b- le bordereau des prix.

c- le bordereau des prix chiffré détaillé pour les articles proposés et leurs accessoires en format numérique (fichier Excel).

ARTICLE 6 : GROUPEMENTS

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique conformément à l'article n°140 du règlement précité. Le groupement peut être soit conjoint soit solidaire.

A. - Groupement conjoint:

Le groupement conjoint doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

B - Groupement solidaire :

Le groupement solidaire doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

Les capacités financières et techniques du groupement solidaire sont jugées sur la base d'une mise en commun des moyens humains, techniques et financiers de l'ensemble de ses membres pour satisfaire de manière complémentaire et cumulative les exigences fixées à cet effet dans le cadre de la procédure de passation de marché.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a-** copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b-** un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c-** le modèle de l'acte d'engagement ;
- d-** les modèles du bordereau des prix;
- e-** le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f-** le présent règlement de consultation.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 paragraphe 7 du règlement précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Les modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du règlement précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le portail de la Société et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 9 : MODE DE JUGEMENT

Le présent appel d'offres est jugé sur la base de **lot unique**.

ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du règlement précités et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les dossiers d'appel d'offres sont téléchargeables à partir du portail de dématérialisation des marchés publics de la SNRT : <https://ao.snrt.ma> et le portail marocain des marchés public <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp/>.

Il est remis gratuitement aux concurrents.

ARTICLE 11: INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement précité ;

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax N°05 37 70 50 21 confirmé ou par voie électronique à partir du portail de dématérialisation des marchés publics de la SNRT : <https://ao.snrt.ma> ou le portail marocain des marchés public <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp> de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre

concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé
- Un dossier administratif précité (Cf. article 4.A ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 4.B ci-dessus) ;
- Une offre financière précitée (Cf. article 5 ci-dessus) ;

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement précité ;

1- Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

2- Ce pli contient les enveloppes :

- a) la première enveloppe contient **les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet**. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**";
- b) la **deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

3- Les enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 et l'article n° 131 du règlement précité ;

Les plis sont, au choix des concurrents :

- 1- soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- 3- soit transmis par voie électronique via le portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma
- 4- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

À leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du règlement précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du règlement précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 et 131 du règlement précité ;

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Si le pli est déposé dans le bureau du maître d'ouvrage, le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du règlement précité.

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement précité ;

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 16 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS, D'EXAMEN ET D'APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS :

La procédure d'ouverture des plis, d'examen, et d'appréciation des capacités des concurrents s'effectueront conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 39, 37, 40, 41, 42 et 131 du règlement précité.

ARTICLE 17 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIÈRES DES CONCURRENTS

Conformément à dispositions prévues aux articles 39, 40, 41 et 131 du règlement précité.

ARTICLE 18 : DEPOT ET EXAMEN DES ECHANTILLONS / PROSPECTUS OU AUTRES DOCUMENTS

TECHNIQUES Conformément aux dispositions de l'article 34 du règlement précité les documents techniques suivants sont exigés et devront être remis **en trois exemplaires** au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis dans l'avis d'appel d'offres :

- **Bordereau des prix non chiffré détaillé mentionnant : N° de prix, Désignation, quantité, marque et référence des articles proposés, il doit être cacheté et signé par le concurrent.**
- **L'échantillon de l'article proposé ;**
- **fiche technique détaillée de l'article proposé (*Communiquée par le fabricant du papier*).**

Aucun prospectus/Echantillon ou autre document technique n'est accepté au-delà de cette date.

Ils seront examinés conformément aux dispositions de l'article 37 du règlement précité.

ARTICLE 19 : MONNAIE DE L'OFFRE ET LA LANGUE UTILISEE

1. Les montants des offres :

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du Dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

2. Langue utilisée

Le présent appel d'offres est rédigé en français qui sera la langue faisant foi pour toute question relative à son exécution ou à son interprétation.

Les documents, rapports à produire et les communications à faire par le concurrent doivent être produites en français.

ARTICLE 20 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES- REDACTION DES MARCHES

Conformément aux dispositions de l'article 44 du règlement précité ;

1- Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu qui sont restitués dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

S'agissant des échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation et de recours prévu à l'article 152 du règlement précité, auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

2- Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

3- Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

La direction des achats :

Concurrent (Lu et accepté) :


Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Najim AHOUEL
Chef de Service Administration et
des Marchés
de Radiodiffusion et de Télévision
Kamal TOUIH

Directeur Des Achats

Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Abdellah EL KHATTABI
Directeur du Patrimoine et des
Moyens Généraux

Le représentant du maître d'ouvrage :


Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Chef de Service Inventaire
Abdeljalil ALAOU DOURI

ROYAUME DU MAROC
SOCIETE NATIONALE DE
RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION



الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴻⵔⴰⵢⵜ ⵜⴰⵔⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⵉⵔⴰⵢⵜ
Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° AOM/SNRT/2024
POUR

Achat de papier fort destiné à la SNRT.

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Partie Administrative

APPEL D'OFFRES OUVERT N° AOM / SNRT / 2024

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

En application des dispositions de l'article 17 du **règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT approuvé par le conseil d'administration le 05/04/2019.**

ENTRE

La Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision représentée par le Président Directeur Général ou son délégué, agissant au nom et pour le compte de la SNRT.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale :

La sociétéAu capital social de.....

Sise à

Représentée par MR.....agissant en qualité de ... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Taxe professionnelle

Inscrit au R.C sous le n°

Affiliée à la C.N.S.S sous le n°

Identifiant fiscal n°

ICE N°

Faisant élection de domicile à

Titulaire du compte n°Ouvert auprès de

Désignée ci-après par le terme "**FOURNISSEUR**"



2. Cas de personne physique

MRTitulaire de la carte d'identité nationale n°

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Inscrit au R.Csous le n°

Taxe professionnelle

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile à

Titulaire du compte n°Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR**»

Cas d'un groupement :

Groupement Conjoint /Solidaire constitué par les membres suivants :

Membre 1 :

La sociétéAu capital social de.....

Sise àreprésentée par MR.....

Agissant en qualité de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Taxe professionnelle

Inscrit au R.C sous le n°

Affiliée à la C.N.S.S sous le n°

Identifiant fiscal n°

ICE N°

Faisant élection de domicile à

Titulaire du compte n° Ouvert auprès de

Membre 2 : (Servir les renseignements le concernant)

Qui s'obligent (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) et désignent la société représentée par Mr..... (prénom, nom) en sa qualité de en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des prestations

D'AUTRE PART

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :



Section 1 : GENERALITES

Article 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet : **Achat de papier fort destiné à la SNRT.**

Article 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est **la SNRT représentée par La Direction du Patrimoine et des Moyens Généraux.**

Article 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché, à sa date de conclusion, sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S) ;
- Le bordereau des prix;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux (C.C.A.G.T) ;

Ces documents définissent les obligations du fournisseur pour l'exécution du marché ; en cas de contradiction ou de différence entre eux, ils prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Article 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS POSTÉRIEURS

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de service.
- Les avenants éventuels.
- La décision prévue par l'article 57 du C.C.A.G-T, le cas échéant

Article 5 : DOCUMENTS GENERAUX ET TEXTES SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

- Le règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT.
- Dahir n° : 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) relatif au nantissement des marchés publics.
- Décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat.
- Décret n°2-06-574 du 10 Hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.
- Dahir du 12 Août 1913, formant Code des obligations et des contrats
- Tous les textes applicables aux marchés de la SNRT à la date de remise des offres.
- La loi n° 05-20 relative à la Cybersécurité.
- Le décret n° 2-21-406 pris pour l'application de la loi n° 05-20 relative à la Cybersécurité.
- La Directive Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DNSSI).
- La loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et ses textes d'application.

Le titulaire du marché s'engage à respecter en tous points la législation et la réglementation applicables ainsi que toute décision émanant d'une autorité et relative à ou ayant des conséquences sur l'exécution de ses obligations au titre du marché.

Le titulaire du marché sera responsable envers la SNRT de tout préjudice découlant de la méconnaissance d'une loi, d'un règlement ou d'une décision prise par une autorité. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 6 : ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont établis :

- Soit en dirhams TTC.
- Soit en toute autre devise cotée par Bank Al Maghrib TTC.
- Soit sur la base d'une offre financière mixte comportant une part en dirhams et une part en toute autre devise cotée par Bank Al Maghreb TTC.

Tous les frais inhérents à la livraison au lieu final à savoir : transit, assurance, transport, aconage, chargement, déchargement, manutention et magasinage du matériel importé sont à la charge du fournisseur.

Le montant total du bordereau des prix ainsi que celui de l'acte d'engagement doit faire apparaître le montant hors taxes, le montant de la TVA et le montant TTC.

On entend par toutes taxes et charges comprises toutes les taxes et impôts directs et indirects exigibles au Maroc y compris les droits et taxes de douanes et la TVA, les prix comprennent également tous les frais inhérents au transport, les frais de transit, d'assurance, d'aconage, de manutention et de magasinage du matériel importé.

Toutes les prestations assurance, aconage, manutention et magasinage du matériel importé sont à la charge du fournisseur.

Article 7 : NATURE ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est passé à **prix unitaires**.

Les prix s'entendent fermes et non révisables et tiennent compte de tous les frais inhérents à l'exécution du marché.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

Article 8 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après approbation par le Président Directeur Général de la SNRT ou son délégué.

Article 9 : ELECTION DU DOMICILE

Tout acte ou correspondance relatif au présent marché sera valablement adressé au domicile du fournisseur sis à

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

Article 10 : NANTISSEMENT

Le titulaire du marché pourra demander, s'il remplit les conditions requises, le bénéfice du régime institué par le dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 portant la promulgation de la loi n° 112-13.



Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par la direction Financière de la SNRT.
2. Le fonctionnaire chargé de fournir tant au titulaire du marché qu'aux bénéficiaires des nantissements les états prévus à l'Article 8 du Dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 portant la promulgation de la loi n° 112-13, est le Directeur des Achats ou son suppléant.
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le directeur financier de la SNRT, seule qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
4. La SNRT délivrera au titulaire du marché sur sa demande et contre un récépissé un exemplaire ou copie conforme du marché.

Article 11 : SOUS-TRAITANCE

Le fournisseur ne pourra sous-traiter tout ou une partie du marché avec une société agréée qu'après accord écrit du maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le fournisseur doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous- traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Lorsque le titulaire du marché envisage de sous-traiter une partie du marché, il est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en relation avec la sous-traitance.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Article 12 : AUTORISATION D'IMPORTATION

En cas d'un fournisseur résidant à l'étranger :

Pour permettre au Maître d'ouvrage d'obtenir dans les meilleurs délais le(s) titre(s) d'importation des fournitures, le fournisseur est tenu de lui adresser, dès le commencement de l'exécution du marché, la facture proforma détaillée des fournitures à importer, conformément au bordereau des prix du marché.

Cette facture doit obligatoirement contenir :

- Le montant des fournitures et du fret.
- L'incoterm adéquat.
- Le pays d'origine, de provenance et le poids.
- Le bureau de dédouanement situé au Maroc.

Le fournisseur doit prendre connaissance des lois et règlement applicables en matière d'importation et s'engage à s'y conformer.

Article 13 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

Après la notification de l'approbation du marché, et après constitution du cautionnement définitif, le maître d'ouvrage remet gratuitement au fournisseur, contre décharge, une copie du marché.

Section II : EXECUTION

Article 14 : DELAI D'EXECUTION

Le fournisseur devra exécuter et réaliser les prestations objet du marché dans un délai de :

*** Le délai de livraison global est fixé à 4 (quatre) mois.**

Toutefois les délais partiels de livraison des fournitures relatifs aux prix sont fixés comme suit :

- 1. Le délai de livraison du prix n° 1 est fixé à 1 (un) mois.**
- 2. Le délai de livraison du prix n° 2 est fixé à 1 (un) mois.**

Le délai global et les délais partiels de livraison courent à partir des dates prévues par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

La date de commencement de la livraison des fournitures du prix n°2 sera fixée à 3 mois à partir de la date de commencement du prix n°1.

Pour le cas des sociétés étrangères, les périodes fixées ci-dessous ne sont pas prises en compte dans le délai d'exécution du marché à savoir :

- **Période 1** : Depuis l'arrivée de la marchandise à la douane marocaine (justifiée par l'avis d'arrivée) jusqu'à récupération des documents de la banque
- **Période 2** : Depuis le dépôt de la demande de chèque relatif à la TVA et/ou des droits douane par le fournisseur jusqu'à remise dudit chèque

Ces périodes ne seront effectivement décomptées du délai que si le fournisseur n'y effectue aucune forme d'exécution (livraison, prestation, envoi d'une expédition, acheminement, etc...)"

Article 15 : LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution du marché sont : **Magasin siège SNRT Rabat.**

Article 16 : MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION

MODALITES DE LIVRAISON

La livraison des fournitures objet du marché devra être réalisée par les moyens propres du fournisseur au lieu de livraison.

Avant toute livraison, le fournisseur doit faire parvenir un préavis d'au moins trois (3) jours au Maître d'ouvrage.

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés sauf à la demande du maître d'ouvrage et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage

Toute livraison doit être accompagnée d'un bulletin de livraison indiquant :

- La date de livraison ;
- L'identification du fournisseur ;
- L'identification des fournitures livrées (N° de l'article, n° du prix, désignation, modèles et marques des fournitures, quantités livrées...).

En signant le bulletin de livraison, le Maître d'ouvrage ne fait que prendre acte de la livraison des fournitures et ne peut être considéré comme ayant prononcé, du fait de la signature du bulletin de livraison, la Réception Provisoire.

CONDITIONS DE LIVRAISON

La livraison est effectuée en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

La marchandise doit être livrée à l'état neuf, en bon état de fonctionnement sans aucun défaut. Toute marchandise reconnue non conforme ou défectueuse devra être remplacée par le fournisseur à ses frais à compter de la notification faite par le maître d'ouvrage ; le délai imparti à ce remplacement sera inclus dans le délai d'exécution et ne donnera droit à aucune prolongation du délai.

Afin de prévenir tout risque d'avaries et dommages à la marchandise transportée, l'emballage devra être approprié à la nature de la marchandise, résistant en toutes circonstances, à une manutention brutale, à des températures extrêmes et aux précipitations atmosphériques ... et ce conformément aux règles de l'art.

Article 17 : CAS DE FORCE MAJEURE

Lorsque le fournisseur justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 12 Août 1913, formant Code des obligations et des contrats, il peut en demander la résiliation.

Conformément à l'article 47 du CCAG-T, en cas de force majeure le fournisseur devra aussitôt après l'apparition d'un tel cas, et dans un délai maximum de sept (7) jours, adresser au maître d'ouvrage un écrit notifiant l'existence de la force majeure, ses éléments constitutifs et ses conséquences probables en précisant la date de commencement des événements ainsi que la date de leur fin.

Sauf instructions contraire du maître d'ouvrage, le fournisseur continuera d'exécuter dans la mesure du possible ses obligations et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable pour exécuter les obligations dont l'exécution ne serait pas entravée par la force majeure.

Les délais d'exécution du marché seront prolongés d'une durée égale à celle pendant laquelle se seront manifestées les circonstances de force majeure.

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-Travaux notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La pluie : 100 mms ;
- La neige : 70 cms ;
- Le vent : 70 kms/h ;
- Le séisme : 5 degré sur l'échelle de Richter

Section III : MODALITES DE REGLEMENT

Article 18 : MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

POUR LES SOCIETES LOCALES

Les paiements seront faits par virement bancaire au compte n°..... ouvert au nom deauprès de.....

Une fois la prestation est exécutée et validée, le fournisseur est tenu de déposer au bureau d'ordre de la SNRT une facture établie en 4 exemplaires décrivant les fournitures et quantités réellement livrées en application des prix du bordereau des prix ainsi qu'un justificatif de livraison ou d'exécution de prestation signé par les représentants du maitre d'ouvrage.

Le règlement sera effectué sur la base de ces factures, déduction faite de la retenue de garantie et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Chaque facture du fournisseur devra faire apparaître :

- Le numéro et date de la facture
- La référence du marché
- Les quantités livrées
- Le montant HT de la facture
- Le Taux et montant de la TVA
- Le montant TTC de la facture (arrêté en chiffres et en lettres ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant)
- Le N° d'identifiant fiscal
- Le N° de la taxe professionnelle
- Le N° ICE
- Le N°CNSS
- Le N° compte bancaire
- La raison sociale et adresses exactes
- La signature et cachet du fournisseur.

Toute facture déposée sans justificatif de livraison ou d'exécution de prestation signé par les représentants du maitre d'ouvrage, ne sera pas acceptée au bureau d'ordre si non elle sera annulée et rejetée.

Toute facture comportant une donnée erronée ou manquante sera retournée au fournisseur pour correction ou complément. Le retard de paiement subséquent sera considéré comme étant imputable uniquement au fournisseur et celui-ci ne saurait, dès lors, élever une quelconque réclamation au sujet dudit retard.

Il y a lieu de préciser que le paiement de la dernière facture de prestation sera fait après déduction du supplément de pénalités éventuelles en cas d'augmentation dans la masse de travaux ou d'avenant.

POUR LES SOCIETES ETRANGERES :

Les paiements seront effectués selon les modalités suivantes :

Pour la partie fournitures:

Le fournisseur a le choix entre :

- Un virement bancaire au compte n°..... ouvert au nom deauprès de....., et ce contre présentation des pièces suivantes :
 - 3 factures commerciales originales
 - Les titres de transport
 - 3 notes de poids signées et cachetées
 - 3 notes de colisage signées et cachetées comportant les désignations, les N° de séries, les quantités, les marques, les modèles ...
 - Certificats d'origine et/ou EUR 1
- Une lettre de crédit irrévocable et confirmée payable à vue contre présentation des documents originaux suivants :
 - 6 factures commerciales originales
 - Les titres de transport
 - 6 notes de poids signées et cachetées
 - 6 notes de colisage signées et cachetées comportant les désignations, les N° de séries, les quantités, les marques, les modèles ...
 - Certificats d'origine et/ou EUR 1

1. Cas de dépôt de la caution bancaire pour la retenue de garantie de 7% du montant TTC du marché.

Le montant de la lettre de crédit sera arrêté après déduction de 8% du montant TTC du marché.

8% du montant TTC du marché payable par virement bancaire après la réception provisoire et sur la base de :

- Une demande écrite du fournisseur.
- Procès-verbal de réception provisoire dûment signé

2. Cas de non dépôt de la caution bancaire pour la retenue de garantie de 7% du montant TTC du marché.

Le montant de la lettre de crédit sera arrêté après déduction de 15% du montant TTC du marché.

8% du montant TTC du marché payable par virement bancaire après la réception provisoire et sur la base de :

- Une demande écrite du fournisseur.
- Procès-verbal de réception provisoire dûment signé
 - 7% du montant TTC du marché payable par virement bancaire après réception définitive et sur la base de :
 - Une demande écrite du fournisseur.
 - Procès-verbal de réception définitive dûment signé

NB : Tous les frais générés par l'ouverture, l'utilisation, la prorogation et la modification de cette lettre de crédit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Maroc sont à la charge exclusive du fournisseur.

Il y a lieu de préciser que le paiement de la dernière facture de prestation sera fait après déduction du supplément de pénalités éventuelles en cas d'augmentation dans la masse de travaux ou d'avenant.

Une version électronique de la facture pourra être déposée sur la plateforme de la SNRT :

<https://e-facture.snrt.ma/> Pour les factures relatives aux commandes supérieures à 0.2MDH.

Article 19 : PENALITES POUR RETARD

En cas de retard non imputable à la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (1 pour mille) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur. L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 et 80 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

En cas de retard dans l'exécution des prix n°1 et 2 assortis de délais partiels, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (1 pour mille) du montant de chaque prix.

Il sera appliqué aussi une retenue provisoire a titre de pénalité, fixée à un pour mille (1 /1000) du montant du marché pour chaque jour de retard.

Cette retenue sera restituée au fournisseur, si le délai global d'exécution du lot est respecté.

Article 20 : RETENUE A LA SOURCE

Une retenue à la source de 10% applicable aux titulaires non-résidents au MAROC sera prélevée sur la rémunération des prestations et fournitures logicielles et sera réservée à l'État Marocain.



Section IV : RECEPTIONS ET GARANTIES

Article 21 : RECEPTIONS ET GARANTIE

➤ Réceptions provisoires :

Le fournisseur avise par écrit le maître d'ouvrage de l'achèvement de l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage effectue les opérations préalables à la réception provisoire conformément à l'article n° 73 du CCAG-T, en présence **d'un représentant de la société** dans un délai maximum de 10 jours à compter de la réception de l'avis d'achèvement.

Ces opérations consistent notamment en ce qui suit :

- La Vérification quantitative et qualitative
- Le contrôle de la constitution, des marques et des modèles.

A l'issue de ces opérations et conformément à l'article 73 du CCAG-T, trois situations peuvent se présenter au maître d'ouvrage :

- a) Prononcer la réception provisoire si l'exécution du marché est conforme aux stipulations du CPS.
- b) Constaté des imperfections ou malfaçons entravant l'achèvement de l'exécution du marché, les relater lors de l'établissement d'un rapport, et puis les notifier au fournisseur afin d'y remédier dans un délai fixé en fonction de l'importance desdites anomalies.

Après satisfaction des contestations, le fournisseur avise le maître d'ouvrage qui dispose d'un délai de 15 jours pour prononcer la réception provisoire, à défaut de laquelle, il fera application des mesures coercitives prévues aux articles 79 et 80 du CCAG-T.

- c) Déclarer la réception provisoire en établissant un Procès-verbal relatant les anomalies constatées et jugées mineures ne mettant pas en cause l'exécution du marché. Ses anomalies sont notifiées au fournisseur pour donner satisfaction dans un délai n'excédant pas un mois, sous peine de faire application des mesures coercitives prévues aux articles 79 et 80 du CCAG-T.

Réception partielle et provisoire

Il sera procédé à une réception partielle des prestations après la livraison de chaque prix.

Ces réceptions seront sanctionnées par l'établissement d'un procès-verbal de réception partielle provisoire.

La dernière réception partielle marque la réception provisoire.

➤ Délai de garantie

Par dérogation au CCAGT et compte tenu à la nature des prestations objet du présent appel d'offres, le délai de garantie est fixé à **4 mois**.

Le délai de garantie court à compter de la date d'effet de chaque réception provisoire partielle.



Pendant le délai de garantie, le fournisseur sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés, sans pour autant que ces fournitures supplémentaires puissent donner lieu au paiement à l'exception de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par le maître d'ouvrage.

➤ **Réception définitive**

Conformément à l'article n° 76 du CCAG-T, la réception définitive est prononcée après l'expiration du délai de garantie.

Réception partielle et définitive

Il sera procédé à une réception partielle définitive des deux prix. Ces réceptions seront sanctionnées par l'établissement d'un procès-verbal de réception partielle définitive.

La dernière réception partielle définitive marque la réception définitive.

Article 22 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les factures. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque facture.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les 2 prix, la retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire constituée pour chaque prix.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée par une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage suite à la demande du fournisseur et ce après la réception définitive.

La retenue de garantie est restituée après chaque réception partielle définitive de chaque prix.

Article 23 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

CAUTIONNEMENT PROVISOIRE :

Le cautionnement provisoire est fixé à :

4 500,00 DHS. (Quatre mille cinq cent dhs)

Le cautionnement provisoire sera restitué :

- Aux soumissionnaires non retenus dès l'attribution du marché.

- Au titulaire du marché dès constitution du cautionnement définitif dans les 20 jours suivant la notification de l'approbation du marché, sous réserve de confiscation au-delà de ce délai, conformément à la réglementation en vigueur.

CAUTIONNEMENT DEFINITIF :

Le cautionnement définitif doit être non périssable ne comprenant aucune date limite, il est fixé à 3% (trois pourcent) arrondi au dirham supérieur du montant du marché et doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, sinon le cautionnement provisoire du contractant sera confisqué par la SNRT.

Le cautionnement définitif doit être constitué pour chaque prix.

En cas d'un Credoc ; l'ouverture de la lettre de crédit est conditionnée par la mise en place de cette caution.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du fournisseur jusqu'à la réception définitive.

Cette caution sera libérée suite à la demande du fournisseur après la réception définitive contre mainlevée délivrée par la SNRT.

Section V : CLAUSES DIVERSES

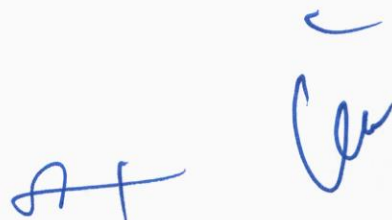
Article 24 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

Article 25 : RESILIATION DU MARCHE

Tous les cas de résiliation prévus au Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux, seront applicables au présent marché.



Article 26 : ENREGISTREMENT DU MARCHÉ

Le concurrent doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tel que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 27 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le fournisseur sont soumis aux tribunaux compétents.

Article 28 : MESURES GÉNÉRALES RELATIVES À LA CYBERSÉCURITÉ

RÉVERSIBILITÉ EN CAS D'EXTERNALISATION DE LA GESTION PARTIELLE OU TOTALE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION DE LA SNRT

En cas d'arrêt ou de cession des prestations confiées au prestataire par la SNRT, la restitution des données et la reprise du système d'information doit être réalisée en conformité avec les clauses contractuelles établies.

HÉBERGEMENT ET TRANSFERT DES DONNÉES SENSIBLES DE LA SNRT

En vertu de la loi n° 05-20, les données jugées sensibles par la SNRT, selon le référentiel national de classification des systèmes d'information, doivent être exclusivement hébergées sur le territoire national.

En vertu de la loi n° 09-08, tout transfert de données à caractère personnel de la SNRT en dehors du territoire national doit être préalablement autorisé par la CNDP (commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel).

OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA CYBERSÉCURITÉ

1. Le prestataire doit respecter les politiques de sécurité des systèmes d'information de la SNRT.
2. Le prestataire doit être soumis aux mêmes règles de sécurité que le personnel de la SNRT.
3. Le prestataire doit prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données auxquelles il a accès ou qu'il traite dans le cadre de la prestation.
4. Le prestataire doit informer la SNRT des risques associés à toute opération envisagée, des incidents survenus, et prendre les mesures correctives ou préventives nécessaires.
5. Le prestataire doit collecter et traiter les données personnelles propres à la SNRT conformément à la loi n° 09-08, en suivant les lignes directrices édictées par la CNDP.
6. Le prestataire doit assurer le respect des droits de propriété intellectuelle en interdisant l'utilisation de tout logiciel non doté d'une licence d'utilisation valide.
7. En cas d'arrêt ou de cession des prestations confiées au prestataire par la SNRT, l'ensemble des services, matériels, logiciels, données et documentations confiés au prestataire doivent être restitués.
8. La SNRT est en mesure de surveiller, revoir et auditer à intervalles réguliers les services fournis par les prestataires afin de s'assurer que les clauses portant sur la sécurité de l'information prévues dans les contrats sont respectées et que les éventuels incidents sont correctement gérés.

Partie Technique

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Achat de papier fort destiné à la SNRT

Article 2 : Caractéristiques techniques

N°	Unité	Qte	Désignation	DESCRIPTION
Prix N° :1	RA	2000	Papier Fort 80g A4 blanc	TECHNOLOGIE D'IMPRESSION : LASER, JET D'ENCRE, COPIEUR. NOMBRE DE FEUILLES PAR RAMETTE : 500. INDICE BLANCHEUR MINIMUM 169 CIE. OPACITÉ MINIMUM 95 %. FINITION : MATE LUMINOSITÉ MINIMUM 112
Prix N° :2	RA	2000	Papier Fort 80g A4 blanc	TECHNOLOGIE D'IMPRESSION : LASER, JET D'ENCRE, COPIEUR. NOMBRE DE FEUILLES PAR RAMETTE : 500. INDICE BLANCHEUR MINIMUM 169 CIE. OPACITÉ MINIMUM 95 %. FINITION : MATE LUMINOSITÉ MINIMUM 112



Objet : Achat de papier fort destiné à la SNRT :

(avec la mention manuscrite lu et accepté)

Abdeljalil ALAOU DOURI

Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Abdelrah EL KHATTABI
Directeur du Patrimoine et des
Moyens Généraux

20

BORDEREAU DES PRIX

N°	Désignation Conformément au descriptif technique	UNITE	Qté	PU HT	PT HT
1	Papier Fort 80g A 4 blanc	RA	2000		
2	Papier Fort 80g A 4 blanc	RA	2000		
				TOTAL HT	
				TVA (20%)	
				TOTAL TTC	

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme TTC de :

NB:

✓ RA : Ramette